



Par la grève, imposons la satisfaction de nos revendications, faisons reculer le gouvernement !

Partout, réunissons-nous dès la rentrée des congés !

Répondons à l'appel à la grève interprofessionnelle du 5 novembre !

Les annonces faites par le ministre ce 26 octobre ne répondent ni aux revendications des lycéen.nes, ni à celles des personnels.

Ce que nous voulons, c'est non seulement l'abrogation de Parcoursup, mais aussi la création de toutes les places nécessaires dans les universités pour permettre à chaque lauréat.e du baccalauréat de s'inscrire dans la filière universitaire de leur choix. Or nous constatons que si le ministère crée des places en BTS et IUT, leur nombre reste largement insuffisant. Ces dernières années, avec le concours de la région Ile de France, de nombreuses formations BTS ont été remplacées par des certifications non diplômantes. Nous exigeons que l'ensemble des demandes d'ouverture de filières BTS faites par les établissements soient acceptées et que le nombre de places disponibles correspondent aux besoins. Par ailleurs, le gouvernement n'annonce rien sur les places dans les universités, maintenant de fait le principe de la sélection à l'entrée dans l'enseignement supérieur.

Ce que nous voulons, c'est le rétablissement du baccalauréat comme premier grade universitaire, la fin du contrôle continu, l'abrogation des réformes Blanquer du lycée et du Bac ainsi que celle de la voie professionnelle et le retour à des épreuves nationales, terminales, anonymes, ponctuelles. Or nous constatons que le ministère reste muet sur ces questions

Ce que nous voulons, c'est la création des milliers de postes nécessaires pour l'allègement des effectifs dans toutes les classes du collège et du lycée et non uniquement de celles de seconde générales et technologiques. En 2024, les collègues de Seine-Saint-Denis s'étaient puissamment mobilisés pour revendiquer la création immédiate de 5000 postes d'enseignant.es. Or, ce que nous constatons, c'est que l'annulation de la suppression de 836 postes dans le second degré et la création de 500 postes supplémentaires ne suffiront même pas à limiter à 28 les effectifs dans les classes de seconde !

Ce que nous voulons, c'est la création de tous les postes nécessaires de CPE, d'assistant.e.s d'éducation, d'AESH, d'infirmier.e.s, d'assistant.e.s sociales, de Psy-EN pour répondre aux revendications définies dans les collèges et lycées de l'académie. Or, nous constatons que le ministre reste muet sur cette exigence.

Ce que nous voulons, c'est un plan de rénovation immédiat de tous les bâtis scolaires, incluant la nécessité de se protéger des prochaines canicules. Ce que nous constatons, c'est que le ministre n'annonce aucune dotation budgétaire mais ouvre une « ligne de prêt » pour les collectivités territoriales...qui n'ont quant à elles annoncé aucun plan de rénovation et qui voient leur budget diminuer ! Par ailleurs, nous exigeons des budgets à hauteur des besoins et dans ce sens nous rejetons le projet de Dotation générale de fonctionnement des lycées (DGFL) présenté par la région qui ne prend en compte ni l'inflation ni les besoins des établissements.

Ce que nous voulons, c'est l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice à hauteur des pertes subies face à l'inflation depuis 25 ans (+ 30%)

Ce que nous voulons, c'est en finir avec les politiques austéritaires qui ne cessent de s'attaquer aux services publics et à la sécurité sociale. Or nous constatons que le gouvernement persiste à vouloir imposer un projet de budget 2027 intégrant 54 milliards d'euros de coupes budgétaires dans les services publics et la sécurité sociale...

Ce que nous voulons, c'est que cesse la répression du mouvement lycéen à coups de matraquages, de gaz lacrymogène, d'arrestations arbitraires, de mises en garde à vue, de détentions dans des conditions ignobles comme à Bobigny, de condamnations. Nous exigeons la relaxe de tous les lycéen.nes qui ont été arrêtés sur les lieux de mobilisation, l'arrêt de toutes les poursuites.

Pour toutes ces raisons, les organisations syndicales SNES-FSU, CGT Educ'action, SNFOLC, SNETAA-FO, SUD Education de l'académie de Créteil considèrent que seule la grève unie pourra faire reculer le gouvernement. **Elles appellent les collègues à se réunir dans leurs établissements dès le lundi 2 novembre, à réaffirmer leurs exigences, qu'elles soient locales ou nationales, à se saisir de l'appel interprofessionnel et intersyndical à la grève du 5 novembre pour préparer la grève et de mettre en débat sa reconduction jusqu'à satisfaction**